

**ANALYSE SPATIALE DE LA MOBILITE DE POPULATIONS INSULAIRES MENACEES PAR LE RISQUE VOLCANIQUE, EN CAS DE CRISE : DES FACTEURS SOCIO-CULTURELS DETERMINANTS. ETUDE COMPARATIVE ILES DE LA REUNION ET GUADELOUPE**

*MAS M., LEONE F.*

*Université Montpellier 3, MONTPELLIER, FRANCE*

Cette communication s'inscrit dans un mouvement, un concept scientifique récent mais actuellement en plein essor, celui de la vulnérabilité sociale.

Dans le passé, les enjeux considérés étaient uniquement matériels. Les capacités de résistance physique furent par la suite évaluées afin d'obtenir une mesure du montant financier des pertes et donc des dommages subis par ces enjeux structureaux. Au fil du temps et de l'avancée de la pensée scientifique, le risque n'apparaît plus seulement dépendant de facteurs externes : il est désormais lié aux caractéristiques internes de l'élément potentiellement menacé. Les types d'enjeux se diversifient peu à peu : on envisage dès lors des enjeux environnementaux, institutionnels ou encore des enjeux humains. Ces derniers constituent l'essence de notre recherche.

Au fil du poster, nous observerons la mobilité de populations insulaires menacées par le risque volcanique en cas de nouvelle crise, à travers l'analyse spatiale de certains de leurs comportements envisagés.

Suite à la présentation de la méthode du « diagnostic » pré-crise, les variantes concernant la question de la mobilité en cas de crise seront analysées puis comparées selon la localisation géographique des répondants : l'île de la Réunion et la Guadeloupe.

Nous nous pencherons alors sur la complexité des prises de décisions individuelles en cas d'évacuation vers des zones refuges. Le choix des habitants influencerait en effet la nouvelle répartition spatiale des populations sur un territoire en crise. Nous pourrions, de plus, constater que les résultats se différencient lorsqu'on adjoint des facteurs psychologiques, sociologiques ou culturels particuliers tels que le lieu de vie de la personne interrogée ou encore son vécu ou non d'une éruption antérieure. Le cas de la Guadeloupe viendra illustrer cet aspect.

Une méthodologie particulière : le « diagnostic »

Il existe deux principaux types d'études de la vulnérabilité : Celui qui se base principalement sur la méthode du « retour d'expérience » et celui qui utilise la méthode du « diagnostic ». En suivant cette dernière, le chercheur part sur le terrain muni d'un questionnaire complet, directement à la rencontre des populations menacées par une catastrophe « naturelle » future: l'éruption volcanique. Cette méthode s'emploie bien avant qu'une crise ne se produise, contrairement à la première, celle du « retour d'expérience », qui elle, s'opère en période de post-crise auprès des populations sinistrées et des différents acteurs institutionnels.

Notre méthode permet notamment de déterminer différents niveaux de perception mentale du risque, les comportements potentiels en cas de crise, la conduite et les lieux de refuge des personnes en cas d'évacuation rapide ou massive ainsi que l'image mentale de la zone considérée comme menacée afin d'obtenir une représentation cartographique du secteur dommageable. Pour cela des questionnaires d'enquêtes accessibles, complets et exploitables statistiquement ont été élaborés. S'inscrivant à la suite et dans la lignée de l'étude réalisée par D'Ercole en Équateur (1994), puis de celles poursuivies aux Antilles par Leone & Lesales (1996), ces enquêtes ont été modulées selon les spécificités de chaque population étudiée.

Les enquêtes et le travail de terrain ont été menés de février à juillet 2005 à la Réunion et de février à Août 2007 en Guadeloupe. La collecte des données s'est effectuée au sein de douze communes au total. Il a ainsi été possible de récolter près de 400 enquêtes auprès des populations menacées.

En cas de crise volcanique : quelle mobilité pour chaque population communale ?

Suite à une enquête poussée et directe auprès des populations vivant quotidiennement sous la menace d'un édifice volcanique actif, nous nous intéressons à la mobilité des personnes menacées en cas de crise effective. Une analyse comparative des résultats entre deux espaces insulaires français, la Guadeloupe et la Réunion, est menée.

Si une nouvelle éruption majeure présentant un risque pour les personnes habitant à proximité débutait, quelle serait la réaction première de ces populations ? Entre évacuation spontanée et attente d'instructions

officielles, quel choix pour quelle commune ? Vers quelles zones d'abris les populations se replieraient-elles ?

Des déterminants socio-culturels découlant d'un concept complexe : celui de la vulnérabilité sociale

La capacité de réponse d'une communauté est un élément essentiel à prendre en compte dans l'analyse et la compréhension du bilan humain d'une catastrophe naturelle. Adéquate selon le type de situation de crise et suffisamment connue de tous pour être appliquée même en cas de panique, elle apparaît indispensable à la réduction globale d'un risque.

Mais cette réaction appropriée théorique est loin d'être réellement intégrée par les populations potentiellement menacées ; Des causes sous-jacentes de la vulnérabilité humaine rendent encore plus complexe l'efficacité de la capacité de réponse d'une société. Des facteurs sociaux, psychologiques ou culturels tels que l'âge, le sexe, le vécu ou non d'une catastrophe naturelle dans le passé, le niveau d'instruction ou encore le lieu de résidence peuvent s'avérer déterminants. Nous nous intéressons aux poids culturels et sociétaux qui pourraient influencer la perception d'un aléa et des risques qui lui sont associés et ainsi évaluer le niveau de vulnérabilité humaine, propre à chaque type de population enquêté et à chaque terrain étudié.

A travers l'exemple de quelques déterminants majeurs, nous pourrions ainsi vérifier qu'il est indispensable de prendre en compte certains aspects humains dans l'analyse d'un risque qualifié de « naturel ».